

Extrait du Institut des Hautes Etudes pour la Science et la Technologie

<http://ihest.fr/la-mediathèque/collections/perspectives/science-politique-et-democratie>

Perspectives

Science, politique et démocratie

- La Médiathèque - Collections - Perspectives -



Date de mise en ligne : jeudi 16 mars 2017

Description :

En cette année de grand rendez-vous électoral français, les élections législatives de juin 2017, au lendemain des élections présidentielles d'avril-mai et à la veille des élections sénatoriales de septembre, la science, la technologie et la recherche sont quasiment absents du débat politique, sinon de manière caricaturale avec des messages du type « l'innovation c'est bon pour la société, la recherche c'est bon pour l'innovation ».

Copyright © Institut des Hautes Etudes pour la Science et la Technologie -

Tous droits réservés

En cette année de grand rendez-vous électoral français, les élections législatives de juin 2017, au lendemain des élections présidentielles d'avril-mai et à la veille des élections sénatoriales de septembre, la science, la technologie, la recherche sont quasiment absents du débat politique, sinon de manière caricaturale avec des messages du type « l'innovation c'est bon pour la société, la recherche c'est bon pour l'innovation ».

Pourtant, la place de la science dans la société, sa mise en débat, les enjeux politiques des sciences et des technologies, les interactions entre science et démocratie nourrissent bien des réflexions, des discussions, des points de vue, des récits passionnés et passionnants, pourvu qu'on veuille bien les mettre à l'agenda comme le fait depuis plus de dix ans l'IHEST.

Quelle place pour la science dans le débat public ? s'interrogeait en 2010 la seconde université d'été de l'IHEST. Le philosophe **Jacques Bouveresse** l'ouvrait par une réflexion sur la vérité scientifique fondée sur la pensée de **Bertrand Russell**. Ce dernier était « convaincu de l'existence d'un lien fondamental entre méthode scientifique et mode de pensée démocratique, lien qui s'explique par la mise en avant du principe de libre recherche comme principe suprême en matière d'acquisition de la connaissance. Une telle méthode incite aussi à adopter une attitude objective et impartiale à l'égard de la vérité et à renoncer à l'idée de vérité absolue, principe du dogmatisme ». Il observe aussi que « toute science exacte est dominée par l'idée d'approximation, alors que la possibilité de l'erreur n'a pas sa place en théologie et en politique. A-t-on jamais entendu un théologien faire précéder son credo ou un politicien concluant ses discours par une déclaration concernant l'erreur probable de ses opinions ? ». « Même si aucune des affirmations de la science ne peut jamais être considérée comme strictement vraies, la plupart d'entre elles ne sont cependant pas non plus très éloignées de la vérité, et en sont même souvent assez proches pour pouvoir être utilisées en pratique comme si elles étaient tout à fait vraies, situation qui n'a pas d'équivalent dans la religion ou la politique, où la notion de vérité approchée ne semble pas avoir sa place. » « Pour le rationaliste convaincu qu'est Russell, le danger principal au sein d'une communauté démocratique est de laisser s'installer le sentiment que les conflits les plus importants doivent être traités, par souci d'efficacité, en excluant la raison et l'argumentation rationnelle. »^{1, 2.}

« La science et la technologie avancent de plus en plus vite, plus vite que les capacités de la société à les comprendre et les intégrer », expliquait Michel Griffon, alors directeur général adjoint de l'Agence nationale de la recherche. « Des événements technologiques fâcheux renforcent la méfiance, sans compter les forces irrationnelles, la préférence pour le conflit, l'émotion ou la dénonciation radicale à l'oeuvre. »³

Pour **Philippe Breton**, professeur de journalisme et de communication à l'université de Strasbourg « Il faut donc renoncer à l'idée d'une société globalement démocratique, au profit de dispositifs locaux et noter que la défiance envers la compétence, notamment celle qui permet de gouverner, est au coeur du paradoxe de la démocratie. Car l'accumulation de compétences va toujours dans le sens de la reconcentration du pouvoir, bref de la tyrannie. Dès qu'elle se met en place, on le voit, la démocratie est donc immédiatement confrontée au problème des compétences et des savoirs différents. Aussi son grand défi est-il d'inventer un registre de compétences spécifiquement démocratiques. » 4

Laurence Monnoyer Smith, alors professeur de science de l'information et de la communication à l'université technologique de Compiègne (aujourd'hui Commissaire générale au développement durable) constatait « une déstabilisation dans les débats publics de l'expert et l'expertise alimentée par l'utilisation d'internet. Internet, et ce n'est pas le moindre de ses intérêts, irrite les formes traditionnelles du pouvoir et en redéfinit un certain nombre de frontières. » 5

La promotion actuelle du cycle national de l'IHES a commencé l'année 2017 au Pays-Bas pour y rencontrer notamment les acteurs du débat à l'Institut Ratheneau. Rinie van Est qui l'a reçue était venu en 2010 à l'Université d'été raconter un des rares débats européens fructueux sur les nanotechnologies : « une vision a été élaborée, justifiant un dialogue national et une réflexion éthique et juridique. Depuis, les choses se mettent en place à plusieurs niveaux. Des forums de discussion des nano-dialogues ont permis d'institutionnaliser la question, ce qui permet de créer de la légitimité. Du coup, les institutions, qui disposent de budget, produisent de la bonne information. Les questions sont reprises par les politiques, la société se sentant impliquée. Bref, disposer d'une compréhension globale de l'engagement public nécessite un agenda public commun, renforcer les capacités et la confiance, de faciliter l'implication et sensibiliser le grand public. »6

L'expert est souvent au coeur du débat science, politique, démocratie et une confusion s'opère entre le chercheur qui produit de la connaissance et l'expert qui produit avec le juriste des choix normatifs, cette vérité à la fois juridique et scientifique qui constitue l'expertise, comme le précisait **Rafael Encinas de Munagori**, professeur de droit à l'université de Nantes. 7



C'est bien sur ces aspects de normes et de normativité que s'était penchée l'**université d'été 2012, Science, éthique et droit**, comme l'ouvrage qui en a été tiré : *Science et société : les normes en question*, proposant ambitieusement de « penser le Progrès comme la capacité à partager des normativités et des normes »⁸

Le Progrès, le voilà bien le grand disparu du langage politique, au profit de l'innovation, mais qui reste présent dans de nombreuses interventions de l'IHES et qui fut même le fil conducteur du cycle national 2012-2013 à l'occasion duquel le philosophe et philologue **Heinz Wismann** expliquait : « Un des graves problèmes dans lequel l'innovation découplée de l'idée de progrès nous plonge est le problème de l'épuisement de la capacité de désirer.

A force d'être fouetté par la publicité, nous risquons de voir notre capacité de désirer s'émousser. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant de voir déjà poindre à l'horizon une épidémie psychique que l'on appelle la dépression. La dépression est un étrange état psychique dans lequel on est incapable d'avoir envie de quelque chose. C'est absolument mortifère. Dans le nouveau dispositif de remplacement frénétique d'un objet séduisant par un autre, on retrouve exactement le phénomène de la glisse : on est dans un mouvement où l'on demande aux chefs d'entreprise d'innover avec un maximum de réactivité. Les projets à long terme ne rapportant pas, on court après un retour sur investissement quasi immédiat et on tombe donc dans une espèce de « présentisme ». A la différence des théories du progrès où l'humanité, sortie du privilège accordé au passé, se tourne vers un but dans le futur, le présentisme renvoie quant à lui à l'exaltation du pur présent. Or l'innovation c'est l'exaltation du pur présent.

Il nous faut donc trouver une nouvelle manière de penser ensemble innovation et progrès. Or cela suppose que l'utopie du progrès soit redéfinie. Sans cette redéfinition, nous ne parviendrons pas à rattraper l'innovation qui s'est autonomisée, ou totalement détachée de l'idée de progrès, pour notre plus grand plaisir et aussi pour notre plus grande misère. »⁹

En 2014, l'université d'été de l'IHEST abordait la question de front : Quand la science entre en politique ... 10

« Qu'est-ce que la politique ? » demandait **Mark Brown** professeur au Department of Government, à la California State University (Sacramento, États-Unis) « est-ce l'exercice d'un pouvoir, la promotion d'un bien commun ou autre chose ? »¹¹

« Le critère de la "demande sociétale", pour qui les instances dirigeantes ont aujourd'hui une affection particulière, est hautement déstabilisant quand il est, comme de plus en plus souvent, la réponse à une crainte de la société, précisait **Yves Bréchet**, haut-commissaire à l'énergie atomique. La multiplicité des études sur la nocivité des OGM qui ne manquera pas d'arriver en conséquence de cette demande sociétale, quels que soient les résultats de ces études, conduira à accentuer les craintes : toujours restera un doute qui mériterait une étude, qui mériterait une étude plus approfondie... jamais on ne verra un laboratoire financé par la puissance publique pour étudier la nocivité potentielle d'un produit garantir son innocuité ».¹²

« L'incertitude augmente avec le savoir », expliquait aussi **David Gee**, conseiller de l'Agence européenne de l'environnement, qui défend le principe de précaution et plaide pour une humilité des scientifiques, rappelant la phrase adressée par Voltaire à Frédéric II dans une lettre de 1767 : Le doute n'est pas une condition agréable, mais la certitude est absurde.¹³

« Le rôle du politique ce n'est pas seulement d'être le récipiendaire des idées en cours qu'on va transformer dans la loi ou dans un budget, c'est aussi de tenter d'inventer le monde, et la science c'est pareil », explique **Anne Yvonne Le Dain**, député de l'Hérault, membre du Conseil d'administration de l'IHEST dans l'entretien qu'elle nous a accordé en 2016 pour les 10e anniversaire de l'IHEST. « Je crois vraiment que dans les démocraties c'est le politique et le scientifique qui inventent l'avenir, le scientifique parce que c'est son métier, le politique parce que c'est son devoir »¹⁴

A l'issue de cette promenade chaotique à travers le corpus concernant science, politique, démocratie et débat public au sein de la médiathèque de l'IHEST¹⁵ on se dit qu'on aurait pu aussi bien emprunter dix autres cheminements, donner à voir cent autres aspects. Finalement lorsqu'on évoque les relations science-société, quel que soit l'objet sur lequel, ou à partir duquel, on porte son regard, quelle que soit l'idée sur laquelle on promène sa pensée, la question de la gestion des affaires publiques n'est jamais loin, pourquoi à l'inverse lorsque le politique parle de la société, les questionnements sur et de la science sont-ils traités avec une telle indifférence ? Serait-ce comme le craignait **Bertrand Russell** « le sentiment que les conflits les plus importants doivent être traités, par souci d'efficacité, en excluant la raison et l'argumentation rationnelle. » ?

Olivier Dargouge
IHEST

Post-scriptum :

références :

1. [Quel statut pour la vérité scientifique](#) , synthèse de l'université 2010 de l'IHEST, Quelle place pour la science dans le débat public ? IHEST, Outre la synthèse de son intervention, cette page présente un long entretien que Jacques Bouveresse a accordé à l'IHEST à l'occasion de l'université d'été
2. Jacques Bouveresse, **Promesses et danger de la « société scientifique » : les inquiétudes de Bertrand Russel** , in *La science et le débat public*, ACTES SUD/ IHEST, 2012
3. [Pourquoi certains objets scientifiques entrent-ils dans le débat public ?](#) synthèse de l'université 2010 de l'IHEST, Quelle place pour la science dans le débat public ? IHEST

4. [L'extension des dispositifs de parole consultatifs : une nouvelle occasion de repenser la place de la science dans le débat public ?](#) synthèse de l'université 2010 de l'IHEST, Quelle place pour la science dans le débat public ?, IHEST,
5. [La diffusion du débat et la question du public](#) , synthèse de l'université 2010 de l'IHEST, Quelle place pour la science dans le débat public ? IHEST
6. [Processus, méthodologie et évaluation du débat](#) . l'exemple des nanotechnologies, et Rinie VAN EST, De l'art d'accompagner le débat sur les nanotechnologies, in La science et le débat public, ACTES SUD/ IHEST, 2012
7. [Dire ou créer le droit dans le débat sur les sciences ?](#) synthèse de l'université 2010 de l'IHEST, Quelle place pour la science dans le débat public ? et entretien vidéo avec Encinas de Munagori, professeur de droit, université de Nantes, IHEST
8. [Science et société : les normes en question](#) , ACTES SUD/IHEST, 2014,
9. Heinz WISMANN, [Par delà le Progrès : les paradoxes de l'innovation](#) , IHEST,
10. [Quand la science entre en politique...](#) , dossier thématique, médiathèque du site IHEST
11. [Le point de vue des sciences politiques](#) , synthèse de l'université d'été 2014, Quand la science entre en politique, IHEST
12. [Demande sociétale et bulles spéculatives](#) , Lettre de l'université d'été 2014 n°5, IHEST
13. [La certitude est absurde](#) , lettre de l'université d'été 2014 n°2
14. [L'IHEST contribue à lever des verrous importants](#) , entretien avec Anne-Yvonne Le Dain
15. [Sciences & société en multimédia](#) , La médiathèque de l'IHEST